

Le financement des énergies fossiles par le Canada est incompatible avec ses engagements climatiques

Entre 2018 et 2020, le Canada a accordé plus de financement public pour les énergies fossiles **que tout autre pays du G20**. La majeure partie de ce financement est venue d'Exportation et développement Canada (EDC) qui a versé une moyenne de **13,6 milliards** de dollars par année en soutien aux entreprises pétrolières et gazières au Canada et à l'étranger.

Or, l'Agence internationale de l'énergie affirme que pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, aucun nouveau gisement de pétrole ou de gaz **ne peut être développé**. En 2021, un article de la revue scientifique *Nature* révélait que la production pétrolière et gazière **devrait immédiatement diminuer** afin que le monde demeure en deçà de ce seuil critique. Le récent rapport *Production Gap* des Nations-Unies souligne que les pays du monde prévoient actuellement produire en 2030 **deux fois plus de combustibles fossiles** que ce qui serait compatible avec cet objectif.

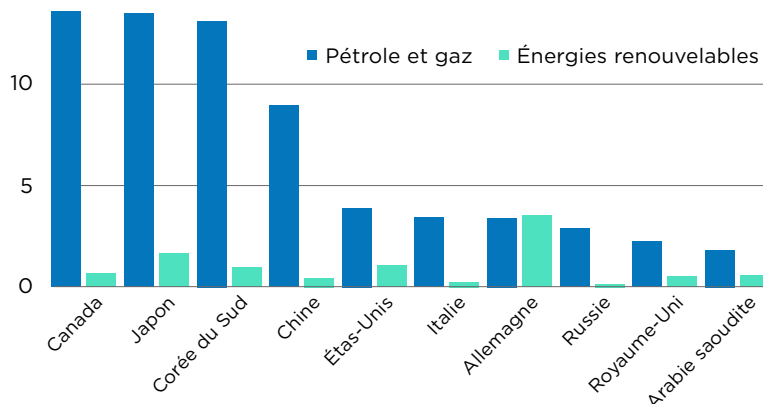
Ottawa doit suspendre tout soutien aux combustibles fossiles, sans échappatoire pour le gaz ou le captage de carbone

Plus de **100 organismes de la société civile** ont appelé Ottawa à cesser « tout soutien financier aux combustibles fossiles et aux technologies destinées à prolonger l'utilisation des combustibles fossiles au Canada et à l'étranger ».

Cela signifie cesser tout soutien à la production et aux infrastructures pétrolières et gazières, y compris aux entreprises qui s'engagent à capter leurs émissions à la source.

Plus de **400 climatologues et universitaires canadiens** affirment que le captage de carbone « n'est ni économiquement viable ni éprouvé à grande échelle », et qu'il est utilisé pour augmenter la production pétrolière, ce qui a conduit à une hausse des émissions lors de la combustion de ce pétrole. Le captage de carbone ne tient pas compte de ces émissions en aval, qui constituent 80 % des émissions pétrolières et gazières.

Les plus grands financiers d'énergies fossiles du G20: le financement public des combustibles fossiles par rapport aux énergies renouvelables, moyenne annuelle (2018-2020, milliards CAD)



Données fournies par Oil Change International

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA (EDC) est une société de la Couronne qui fournit chaque année environ 100 milliards de dollars en prêts, assurances et autres types d'aide aux entreprises canadiennes et étrangères.

LA POSITION D'EDC SUR LE CLIMAT

EDC n'a **aucun plan pour abolir le soutien aux énergies fossiles**. Il s'est engagé à réduire de seulement 15 % son financement lié à l'exploitation pétrolière et gazière d'ici 2030 et à réduire de 3 % la part du pétrole au profit du gaz naturel. L'agence pourrait continuer à fournir des milliards de dollars en financement pour soutenir la production de combustibles fossiles pour des années encore.

EDC pourrait même augmenter le volume total d'aide consentie à l'industrie étant donné qu'il n'a aucune cible pour réduire son appui aux infrastructures de transport, d'entreposage et de transformation, comme les oléoducs et les raffineries.

**ABOVE
GROUND**

Il est temps qu'Ottawa mette fin à son incohérence en matière de climat

- » Le gouvernement a été réélu sur **l'engagement** d'« élaborer un plan pour éliminer progressivement le financement public du secteur des combustibles fossiles, y compris celui provenant des sociétés d'État ». Les ministres des Ressources naturelles, de l'Environnement et des Finances ont été chargés de l'élaboration du plan.
- » Le gouvernement a signé en 2021 un **engagement international** visant à éliminer d'ici la fin de 2022 tout soutien outremer « direct » aux sociétés de combustibles fossiles qui n'utilisent aucune stratégie d'atténuation. D'autre part, le terme « avec stratégie d'atténuation » (*abated* en anglais) fait généralement référence à des projets utilisant le captage de carbone, que le gouvernement compte **continuer à appuyer**. L'engagement permet également des exceptions « dans de rares circonstances » qui restent encore à définir.
- » Même si les **détails de la mise en œuvre** de l'engagement sont en cours d'élaboration, il est clair qu'il ne s'appliquera qu'à une fraction du financement d'EDC aux énergies fossiles : environ **1 milliard de dollars** selon le gouvernement.
- » L'engagement ne fait pas mention des milliards de dollars supplémentaires que le gouvernement fédéral accorde en soutien aux entreprises pétrolières et gazières au Canada. Au cours des dernières années, ces fonds ont été accordés à des projets tels que les oléoducs **Trans Mountain** et **Coastal GasLink** de même qu'aux principaux acteurs dans **l'exploitation des sables bitumineux**.
- » Le ministre des Ressources naturelles a déclaré en novembre que l'échéancier pour procéder à l'élimination de la partie domestique du financement sera annoncé **dans les prochains mois**.

« Le captage de carbone prolonge notre dépendance [aux énergies fossiles] à un moment où la prévention de changements climatiques catastrophiques nous oblige de **réduire l'utilisation des combustibles fossiles**. »

— Lettre à la ministre des Finances Chrystia Freeland de la part de plus de 400 climatologues et universitaires canadiens (19 janvier 2022)

C'est le moment d'exercer des pressions sur Ottawa afin d'assurer une élimination rapide de toute forme d'aide publique accordée au secteur des énergies fossiles, au Canada et à l'étranger. Ces mesures doivent s'accompagner d'une augmentation rapide du soutien aux solutions durables, renouvelables et équitables en faveur du climat.